

## Capital, octobre 2008

**L'économiste Jean-Paul Fitoussi plaide pour un développement accéléré des technologies vertes**

« La lutte contre le réchauffement climatique va doper la croissance. »

**Partisans d'un développement économique respectueux, le président de l'OFCE et son coauteur Eloi Laurent s'en prennent aux militants de la croissance zéro comme aux adeptes du laisser-faire. Pour eux, il faut donner un coup d'accélérateur à la recherche.**

**Capital :** En plein débat sur le Grenelle de l'environnement et le coût des bonus-malus écologiques, vous plaidez pour un effort redoublé.

**Jean-Paul Fitoussi :** Le Grenelle ne sert à rien si on ne le finance pas, Ne prétextons pas l'équilibre budgétaire pour renoncer à investir contre le réchauffement. Sinon, on se contente de faire du bon sentiment: Quand la France a lancé Concorde ou le nucléaire, elle a misé ce qu'il fallait.

**Capital :** Pouvons-nous encore dépenser sans compter, comme à l'époque?

**Eloi Laurent:** Il ne s'agit pas de cela, mais d'investir pour construire l'avenir. Et ce sera rentable. L'argent mis dans le nucléaire n'a pas été perdu: l'industrie de l'atome fournit 80% de notre électricité et décroche des marchés dans le monde entier. Certes, notre déficit budgétaire flirte avec le plafond autorisé par l'Union européenne (3% du PIB) et l'ensemble du Grenelle couterait sans doute un point de déficit en plus. Mais faisons la différence entre un déficit creusé par les dépenses courantes et un projet porteur de croissance.

**Capital :** Soutenez-vous les bonus-malus ?

**Jean-Paul Fitoussi:** L'objectif est d'instaurer la vérité des prix. Notre système est faux car le coût environnemental des produits n'est pas pris en compte dans les prix. Comme disent les économistes, ils doivent intégrer les externalités négatives pour décourager la consommation des produits nocifs. Quand le prix des cigarettes augmente pour refléter les effets sanitaires du tabac, les ventes reculent. Cette réforme est cruciale à un moment où l'économie ralentit. Les ménages reportent leurs achats sur des articles moins chers, et comme nos prix ne sont pas «tordus») en faveur des produits écolos. Ils sont les premiers à en souffrir. Au passage, cela montre bien que le ralentissement de la croissance prôné par certains écologistes pour lutter contre le réchauffement ne tient pas la route.

**Capital I:** Vous ne croyez pas. qu'en consommant moins on pollue moins ?

**Jean-Paul Fitoussi :** L'idée était populaire dans les années 1970, quand le Club de Rome dénonçait les dangers écologiques de la croissance. Mais des mouvements écologistes l'adoptent à la faveur du débat sur le réchauffement: le développement conduirait à l'épuisement des ressources et il faudrait y renoncer pour sauver la planète. J'ai toujours vu cela comme le comble du cynisme. Que nous demande-t-on, de tout arrêter et de nous satisfaire des inégalités ? Ou de partager le revenu mondial actuel, ce qui reviendrait à servir l'équivalent d'un RMI par habitant de la planète ? Ce n'est pas sérieux. Pourtant, la

croissance zéro est aujourd'hui l'un des thèmes de la gauche radicale française. Comme s'il y avait une malédiction de la prospérité, comme si nous étions devenus top riches pour vivre sur la terre sans la tuer. On croirait lire Malthus, l'économiste classique pour qui la croissance économique et démographique conduisait forcément à l'épuisement des ressources. Je me méfie de cette espèce de religion: la vraie question n'est pas de conserver la nature, mais de préserver son hospitalité pour l'homme. Et ce débat n'a rien de théorique, car ces thèses ont des conséquences concrètes.

**Capital** : Lesquelles ?

**Jean-Paul Fitoussi** : Par exemple la diffusion de l'idée selon laquelle la croissance des pays émergents, Chine et Inde en tête, n'est pas supportable. Quel égoïsme ! Serons-nous plus heureux si ces deux pays restent pauvres ? Non, leur développement fait sortir des centaines de millions d'habitants de la pauvreté, c'est une excellente nouvelle pour l'humanité.

**Eloi Laurent** : ...et pour la planète, car beaucoup de dégradations environnementales résultent de la pauvreté, La déforestation, qui accélère le réchauffement climatique, c'est l'exportation sans scrupules de bois tropicaux vers les pays riches, mais ce sont aussi des paysans pauvres qui brûlent les arbres pour exploiter des terres à très court terme.

**Capital** : Les pays émergents vont être responsables à 75% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Faut-il les laisser faire pour ne pas entraver leur enrichissement ?

**Jean-Paul Fitoussi** : Nous ne pouvons pas leur reprocher d'utiliser notre modèle de développement. Mais ne rien faire serait une solution aussi néfaste que la décroissance. Comme si la dégradation de la nature allait se régler spontanément par le progrès technologique et le bon fonctionnement de l'économie de marché ! Dans le livre, nous citons un chercheur de Stanford qui dit : « Nous changeons la planète plus vite que nous ne la comprenons. » L'avancement de nos connaissances est certes un phénomène tout aussi irréversible que l'épuisement des ressources, mais son rythme spontané n'est pas à la mesure de l'urgence. Par exemple, en vingt ans, le Giec, l'instance des Nations Unies sur le changement climatique, a accumulé une incroyable somme de connaissances et de recommandations, mais nous arrivons au moment où, si on ne met pas en place des politiques concrètes, on pourra dire qu'on a passé vingt ans à se payer de mots. Voilà pourquoi, selon nous, la solution réside forcément dans l'action déterminée des États.

**Capital** : Votre livre multiplie en effet les appels au volontarisme public. Pourquoi est-il nécessaire ?

**Jean-Paul Fitoussi** : Parce que l'environnement est précisément un bien public. par définition, il n'a pas de prix de marché. Et dans ce cas-là, - c'est la théorie économique fondamentale qui le dit – seule l'intervention de l'État est capable de rapprocher le fonctionnement du système de son optimum. En l'occurrence, de trouver le bon équilibre entre croissance économique et protection de l'environnement, par l'accélération du progrès des nouvelles technologies de l'énergie et de l'environnement. ce coup d'accélérateur suppose que l'on donne à la recherche des directions claires et des financements.

**Capital** : Que préconisez-vous ?

**Jean-Paul Fitoussi** : Le G8, qui réunit les huit pays les plus riches du monde, doit créer un fond public d'investissement dans les énergies nouvelles et les technologies de préservation de l'environnement, et de financer, tout en garantissant que les brevets soient mis gratuitement à la disposition des pays émergents, c'est le seul moyen d'obtenir leur conversion au développement propre sans exiger d'eux un effort qui entraverait leur croissance.

**Capital** : Combien d'argent faut-il mettre dans ce fonds public d'investissement ?

**Jean-Paul Fitoussi** : Suffisamment pour montrer l'exemple ! {Rires.} Sérieusement, ce n'est pas à moi de le dire. Mais nous pourrions commencer à notre échelle, par exemple en créant une Communauté européenne de l'énergie, de l'environnement et de la recherche, qui déterminerait les efforts à accomplir. Ensuite, nous serions en mesure de persuader d'autres pays de s'y associer. Le financement peut passer par l'emprunt en émettant des euro-bonds, c'est-à-dire des obligations en euros. Ces investissements sont nécessaires et nous savons qu'ils seront rentables. Alors, faisons-les! Aux Etats-Unis l'exemple de la Californie peut servir d'allégorie pour le reste du monde. Le gouverneur n'y est pas allé par quatre chemins : si les voitures sont responsables d'une bonne partie de la pollution et que la pollution tue, a-t-il dit en substance, poursuivons les constructeurs automobiles en justice. La menace d'avoir à acquitter des milliards en dommages et intérêts a boosté la recherche!

**Capital** : Et les pays riches feraient don de leurs découvertes aux puissances émergentes, par pur altruisme?

**Jean-Paul Fitoussi**: Rien à voir avec de l'altruisme. En donnant nos brevets, nous serions rémunérés par une meilleure qualité de l'environnement, car je vous rappelle que la pollution ne connaît pas les frontières: une tonne de CO2 en moins émise en Chine, c'est un progrès pour nous aussi. Ensuite, comme on l'a vu avec le nucléaire, nous serons récompensés par l'émergence d'un secteur très rentable.

**Capital** : Voyez-vous des responsables politiques capables de porter un tel projet?

**Jean-Paul Fitoussi**: Tous les hommes politiques conviennent que la dynamique de la croissance verte doit se fonder sur l'investissement. Tous! Mais la comptabilité à court terme l'emporte. En Europe, nous sommes piégés par les contraintes du Pacte de stabilité. Quand il était président de la Commission européenne, Romano Prodi a qualifié ce texte de «stupide». Puis, devenu chef du gouvernement italien, il l'a respecté scrupuleusement. Normal : un pays qui ne tient pas ses engagements en matière de déficit casse aussitôt sa réputation. Mais le dogme budgétaire tient jusqu'au moment où le pouvoir décide de passer outre. Quand les Etats-Unis mettent 200 milliards de dollars pour sauver les organismes de crédit menacés par la crise, ils nationalisent tout un pan de l'économie, ils se substituent aux acteurs privés pris en défaut. L'Europe pourrait très bien faire preuve du même pragmatisme pour l'environnement, car nous parlons d'investissements à très long terme qu'aucune entreprise ne pourrait prendre en charge, exactement comme elles n'étaient pas de taille à mener le programme nucléaire français sur plusieurs décennies. L'amélioration des énergies renouvelables, l'essor d'une architecture verte et de modes de transport propres représentent un effort du même acabit. Mais ce sera surtout un considérable facteur de développement. Si l'on s'y met sérieusement, les architectes, le BTP et les autres ont du travail pour un siècle.

**Propos recueillis par Frédéric Béguin •**

